

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 22 mars 2011

DINSDAG 22 maart 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 16 h 28 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Denis Ducarme au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la répartition des regroupements familiaux" (n° 2748)

01.01 Denis Ducarme (MR): Dans *Le Soir* du 20 janvier, il était indiqué qu'il y avait 10 000 regroupés familiaux par an et dans *Le Vif* de la semaine dernière, on parlait de 41 336 regroupements familiaux en 2010.

Le secrétaire d'État pourrait-il préciser ces données? Si je ne m'abuse, les chiffres de l'Office des Étrangers communiqués au *Soir* ne reprenaient pas les regroupements familiaux réalisés suite à l'obtention d'un visa touristique et ceux réalisés dans le cadre d'un mariage entre un illégal et un Belge ou un Européen.

Doit-on s'attendre à une nouvelle évolution de ce nombre?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Les chiffres communiqués au *Vif* sont corrects. Ils reprennent toutes les personnes autorisées au séjour en Belgique dans le cadre du regroupement familial, que la demande ait été introduite en Belgique ou à l'étranger. C'est ce qui explique peut-être la différence.

Ce n'est qu'à partir de 2009 que nous avons l'ensemble des statistiques en matière de regroupements familiaux. On peut donc dire que, depuis lors, la transparence est plus grande.

En ce qui concerne les décisions de rejet, mon administration va prendre les mesures nécessaires pour tenir les statistiques y ayant trait.

01.03 Denis Ducarme (MR): Il aurait été utile d'avoir ces données avant la discussion sur le regroupement familial. Je poserai ultérieurement ma question relative aux conventions bilatérales qui offrent des possibilités de regroupement familial sur d'autres bases, étant donné que vous n'avez pas beaucoup de temps aujourd'hui.

01.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): En 2009, il y a eu 84 conventions bilatérales et 113 en 2010.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- M. Filip De Man à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3081)

- M. Filip De Man au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des

familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3092)

- M. Guy D'haeseleer au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3094)

- M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3095)

02.01 Filip De Man (VB): Nous adressons toute une série de questions à différents membres du gouvernement pour nous enquérir des problèmes auxquels ils sont confrontés en situation d'affaires courantes: qu'en est-il de la promulgation d'arrêtés royaux et ministériels? Combien de décisions se voient-ils dans l'impossibilité de prendre?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Le gouvernement en affaires courantes procède d'une coutume constitutionnelle qui restreint les compétences du gouvernement. La doctrine et la jurisprudence ont défini quelques critères et ceux-ci figurent également dans les circulaires.

Les dossiers de gestion journalière peuvent toujours être traités. Des mesures qui dépassent la gestion journalière peuvent être prises si elles n'exigent pas de nouvelles initiatives du gouvernement. Les affaires urgentes qui ne peuvent attendre peuvent également être traitées.

Dans ce cadre, le gouvernement doit examiner chaque mesure. Seuls les arrêtés d'exécution qui satisfont à cet examen sont promulgués.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions jointes à cette question-ci deviennent sans objet. La question n° 2907 de Mme Colen est devenue sans objet étant donné qu'elle a été reportée à deux reprises.

02.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en français): La dernière fois que j'ai demandé d'appliquer cette jurisprudence concernant une question de M. Ducarme, on a décidé de la laisser.

Le **président**: J'ai toujours suivi le même raisonnement. Toute question reportée à deux reprises à la suite d'une absence non excusée est supprimée.

03 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le flux attendu de demandeurs d'asile en provenance du Moyen-Orient" (n° 3132)

03.01 Sarah Smeyers (N-VA): La guerre fait rage en Libye et il y a des troubles en Tunisie et en Égypte. Trente mille Libyens se sont déjà enfuis en Égypte et en Tunisie, et un million et demi d'étrangers pourraient fuir le pays. Plusieurs ministres européens de l'Intérieur se sont déjà concertés afin de déterminer la manière dont ils doivent réagir à cette catastrophe humanitaire.

Entre-temps, environ 5 000 Tunisiens ont accosté sur l'île de Lampedusa. Quoique le flux entrant diminue légèrement, l'Europe doit rester vigilante. M. Peter De Roo, le commissaire du gouvernement, estime que d'ici quelques jours ou, au maximum, d'ici quelques semaines, ces fugitifs frapperont à notre porte.

Si le nombre de demandes d'asile émanant de ressortissants de ces pays augmente brutalement, cette augmentation ne compliquera-t-elle pas à nouveau le bon fonctionnement de l'Office des Étrangers, du Commissariat général et du Conseil du Contentieux des étrangers? Le ministre se prépare-t-il à un flux entrant massif? Dans cette hypothèse, un délai de traitement compris entre six et huit mois sera-t-il toujours l'objectif à atteindre? Quand atteindrons-nous cet objectif? Les demandes d'asile introduites par des demandeurs de certaines nationalités bénéficieront-elles de nouveau d'un traitement accéléré? Le secrétaire d'État respectera-t-il la directive dite de Dublin pour les réfugiés originaires de cette région du monde?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Le monde arabe traverse une période de

révolutions. Il convient de resituer le phénomène migratoire dans cette perspective.

Le flux entrant de migrants originaires d'Afrique du Nord dans l'Union européenne est resté à ce jour limité. Après l'arrivée, fortement médiatisée par les autorités italiennes, de 5 000 migrants tunisiens sur l'île italienne de Lampedusa, aucune augmentation substantielle de migrants provenant d'Afrique du Nord a été enregistrée ailleurs en Europe. Au demeurant, ces réfugiés tunisiens n'ont, dans leur grande majorité, pas introduit de demande d'asile.

En ce moment, on observe surtout une migration massive de ressortissants libyens dans les pays voisins de la Libye, que ce soit l'Égypte ou la Tunisie. Selon les premières informations, il s'agit essentiellement de travailleurs immigrés qui fuient l'insécurité régnante en Libye et tentent de regagner leurs patries respectives.

Nous devons donc nous garder de prendre des décisions hâtives sur la base d'articles de presse qui ne reposent sur rien. Nous suivrons évidemment de très près l'évolution de cette situation afin de pouvoir, si nécessaire, réagir adéquatement.

Si un flux entrant massif provenant d'Afrique du Nord devait se produire en Europe, il pourrait être envisagé d'enclencher le mécanisme européen de la directive protection temporaire, ce qui ne peut toutefois se faire qu'à l'initiative de la Commission européenne après une décision du Conseil. D'ici là, les ressortissants de pays tiers tels que la Somalie et l'Érythrée qui ont séjourné antérieurement en Libye seront soumis aux mêmes conditions que les autres demandeurs d'asile. Ces personnes seront également assujetties à la réglementation normale en matière de rapatriement des demandeurs d'asile déboutés.

Les immigrés originaires de pays caractérisés par un exode important bénéficient d'un traitement prioritaire par les instances d'asile. En cas de besoin, il serait procédé de même pour cette région. Il sera veillé par un monitoring spécifique au retour effectif des demandeurs d'asile déboutés.

En principe, le règlement de Dublin sera appliqué. Toutefois, en cas d'application de la directive de 2001 – et des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire aux personnes déplacées – les efforts devront être répartis. En dépit de la réglementation de Dublin, les immigrés seront dans ce cas répartis entre les États membres de l'Union européenne.

Je tiens à faire observer que j'ai déjà répondu à ces questions au cours de la séance plénière de la semaine dernière.

03.03 Sarah Smeyers (N-VA): Dans ce cas, ma question aurait dû être jointe aux questions posées en séance plénière.

03.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Votre question aurait effectivement dû être jointe à celle de M. Mayeur.

03.05 Sarah Smeyers (N-VA): Abordons le fond du problème. J'espère que l'Europe et la Belgique réagiront adéquatement à cette situation inquiétante. Les structures d'accueil sont archicomblées. Les personnes qui viennent ici depuis ces zones de conflit sont effectivement des réfugiés. Elles doivent bénéficier d'un régime prioritaire auprès des structures d'accueil de notre système d'asile.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le contrôle des migrations des citoyens de l'UE et l'accès de l'Office des Étrangers à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale" (n° 3193)

04.01 Karin Temmerman (sp.a): Il faudrait pouvoir mieux repérer les abus commis par des citoyens de l'UE en matière d'immigration par un meilleur accès aux données de la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale et à leur analyse croisée. Le secrétaire d'État a annoncé pour février 2011 une amélioration de l'accès de l'Office des Étrangers aux données du SPF Intégration sociale.

À quelles données de la Banque-Carrefour l'Office des Étrangers a-t-il déjà accès? À quelles données de la Banque-Carrefour l'Office des Étrangers devrait-il avoir accès pour mieux repérer les abus? Quand l'Office des Étrangers aura-t-il accès à ces données? Comment et par le biais de quelles instances l'Office des Étrangers peut-il actuellement vérifier si les citoyens de l'UE résidant dans notre pays satisfont aux conditions de séjour imposées par la loi?

04.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il existe une différence notable entre les ressortissants de l'Union européenne qui sont tenus de prouver qu'ils disposent de moyens de subsistance suffisants avant d'obtenir leur droit de séjour et les ressortissants de l'UE économiquement actifs. Le titre de séjour peut être retiré aux étrangers faisant partie du premier groupe lorsqu'ils représentent une charge déraisonnable pour la sécurité sociale belge. Cette mesure ne peut en revanche être envisagée pour la deuxième catégorie que si les intéressés ne satisfont plus aux conditions de leur statut.

Par le biais du SPP Intégration Sociale et de l'enregistrement des travailleurs, l'Office des Étrangers a actuellement accès aux données de la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale relatives à l'aide octroyée par les CPAS aux étudiants de l'UE. La Commission de la protection de la vie privée a récemment autorisé l'Office à consulter les données relatives aux aides accordées par les CPAS à l'ensemble des ressortissants de l'Union européenne lorsque ces derniers sont tenus de prouver qu'ils disposent de moyens de subsistance suffisants ainsi que les informations contenues dans le répertoire général des travailleurs indépendants.

Pour la mise en œuvre pratique de ces consultations, l'Office doit faire appel au service informatique du SPF Intérieur. J'ai obtenu que ces projets bénéficient d'un traitement prioritaire.

En outre, l'Office des Étrangers a demandé à la Commission de la protection de la vie privée l'autorisation de consulter les données relatives aux aides du CPAS octroyées aux demandeurs d'emploi ainsi qu'aux travailleurs salariés et indépendants issus de l'UE. Nous attendons la réponse de la cette commission.

L'Office a dès à présent accès aux données concernant les aides accordées par les CPAS à des étudiants ressortissants de l'UE et aux informations relatives à l'enregistrement des travailleurs dans les bases de données de Dimona. Vu le grand nombre de citoyens de l'UE qui se rendent en Belgique, il est impossible à l'Office de contrôler systématiquement l'ensemble des demandes. Les règles européennes ne le permettent d'ailleurs qu'en cas de doute raisonnable.

Lorsque les modalités pratiques de l'accès à la Banque-Carrefour auront été réglées, l'Office sera en mesure de réaliser un contrôle efficace.

Les communes disposent elles-mêmes de compétences étendues en matière de demandes de séjour. Il est important qu'elles exercent un contrôle préalable approfondi des documents produits par les demandeurs et qu'elles fassent appel, au besoin, à l'Office ou aux services d'inspection sociale à cet effet.

Les CPAS ne sont pas tenus d'octroyer une aide à des ressortissants de l'UE. Ils peuvent vérifier si l'intéressé est bel et bien nécessaire et disposé à travailler.

J'ai adressé un courrier à M. Courard sur la situation de ces ressortissants de l'UE. Je recevrai certainement sous peu une réponse de sa part concernant les trois premiers mois du séjour de ressortissants de l'UE.

04.03 Karin Temmerman (sp.a): Quand l'accès sera-t-il total? Est-il exact que si les villes et les communes envoient aujourd'hui des dossiers à l'Office des Étrangers, elles peuvent également procéder à des vérifications et éventuellement retirer le permis de séjour?

04.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Oui, en effet.

04.05 Karin Temmerman (sp.a): Si les villes demandent ces dossiers, l'Office des Étrangers donnera-t-il suite à ces demandes?

04.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Bien sûr.

L'incident est clos.

05 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'action de contrôle organisée par la police des chemins de fer" (n° 3352)

05.01 Theo Francken (N-VA): Dans le cadre d'une vaste opération de contrôle de la police des chemins de fer, dix-sept illégaux ont été interceptés.

De quelle nationalité étaient-ils? Sur quelle ligne ont-ils été interpellés? L'Office des Étrangers a-t-il également participé à cette action? Ces illégaux ont-ils été enfermés dans un centre fermé? Certaines personnes arrêtées ont-elles déjà été éloignées? D'autres actions de ce type sont-elles encore prévues cette année?

05.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les étrangers en séjour illégal étaient de nationalité syrienne, brésilienne, afghane, nigériane, camerounaise, égyptienne, algérienne, chinoise, guinéenne, togolaise, ghanéenne et marocaine. Ils ont été appréhendés sur la ligne Bruxelles-Anvers dans les deux sens.

Quinze étrangers ont fait l'objet d'une arrestation administrative, dont sept ont été enfermés. Six personnes ont reçu l'ordre de quitter le territoire et deux ont pu disposer. Cinq ont été enfermées au centre de Bruges et deux au centre de rapatriement 127bis. Trois rapatriements ont déjà été effectués. L'OE a également pris part à cette action. D'autres actions similaires sont prévues cette année.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3357 de Mme Jacqueline Galant est transformée en question écrite.

06 Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la brochure "L'asile en Belgique" du CGRA et de Fedasil" (n° 3404)

06.01 Jacqueline Galant (MR): Fedasil et le CGRA viennent d'éditer conjointement une brochure à destination des candidats demandeurs d'asile en Belgique. La Belgique est le seul pays européen à promouvoir les conditions d'accueil auprès des demandeurs d'asile.

Aviez-vous été informé de cette initiative conjointe de Fedasil et du CGRA?

L'édition de cette brochure n'est-elle pas un mauvais signal alors que nos structures d'accueil sont saturées?

06.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Le 10 mars dernier, le CGRA et Fedasil ont officiellement présenté un dvd et une brochure d'information à l'attention des demandeurs d'asile. Ce projet avait été décidé en avril 2009 sous mon prédécesseur, la ministre Turtelboom. Le CGRA est un organe indépendant.

L'objectif de cette brochure et de ce dvd n'est pas promotionnel mais vise une information correcte et objective.

Je commenterai les éléments ayant trait à l'asile. M. Courard vous répondra quant à l'accueil.

Le dvd sera montré aux nouveaux demandeurs d'asile dès leur arrivée dans une structure d'accueil collective. Ils recevront ensuite la brochure, également accessible sur le site du CGRA et de Fedasil. Celle-ci évoque non seulement leurs droits mais aussi leurs devoirs pendant la procédure. La directive 2005/85 du 1^{er} décembre 2005 précise que les États membres doivent veiller à ce que les demandeurs d'asile soient informés de la procédure à suivre et de leurs droits et obligations ainsi que des conséquences quant au non-respect de celles-ci.

Nous restons très attentifs à l'évolution du nombre de demandes d'asile.

06.03 **Jacqueline Galant** (MR): J'entends bien que cela date de 2009 mais la situation ne s'améliore pas.

L'incident est clos.

07 **Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la gestion des flux migratoires par le CGRA" (n° 3478)**

Le **président**: Mme Jacqueline Galant reporte sa question n° 3403.

07.01 **Rachid Madrane** (PS): L'augmentation de l'immigration est une conséquence de la situation géopolitique internationale.

D'après le CGRA, un arriéré de 5 000 dossiers est une situation normale. Fin 2010, nous en étions à un arriéré de 10 560 dossiers et, en février 2011, à 11 826 dossiers. La situation empire donc, alors que les flux entrants se situent à environ 2 000 dossiers par mois.

Que comptez-vous faire pour résorber cet arriéré alors que de nouveaux moyens vous ont été accordés? La durée de l'examen des dossiers par le CGRA était estimée à 15 ou 16 mois en moyenne, en novembre 2010, pour l'ensemble de la procédure. Est-ce toujours le cas aujourd'hui?

07.02 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): Du fait de la situation géopolitique internationale, le nombre de demandes d'asile est élevé en Belgique et en Europe.

Le nombre de décisions par agent traitant est plus élevé. Nous avons engagé davantage de personnel. Nous traitons prioritairement certaines demandes. Le nombre de décisions prises par le CGRA a fortement augmenté et augmentera encore dès que le personnel engagé en janvier et février sera opérationnel. Nous arriverons ainsi à 1 400 décisions par mois.

Il est vrai que si le nombre de demandeurs d'asile reste élevé, nous n'arriverons pas à réduire l'arriéré dans les délais prévus. Nous menons des actions intégrées afin d'avoir un impact sur les afflux migratoires (campagnes de prévention, traitement prioritaire de certaines nationalités, retours effectifs).

Il n'est pas exclu que nous demandions des moyens supplémentaires si le phénomène devait se confirmer.

Tous les dossiers ne passent pas au niveau du CGRA! Il faut nuancer le chiffre de 2 000.

Il y a 1 400 dossiers ou décisions par mois, ce qui permet de travailler à flux tendu, mais pas de résorber l'arriéré.: Il ne faut pas faire de raccourci. Tout demandeur d'asile a droit à l'accueil.

S'il s'agit de dire que les personnes qui se trouvent en procédure de traitement de l'asile sont dans les instances Fedasil, oui!

Le nombre de personnes restant au niveau de l'accueil n'augmente pas. Le nombre de sorties équivaut au nombre d'entrants. La vraie difficulté serait une augmentation du délai moyen de traitement. Nous devons faire en sorte de prendre autant de décisions qu'il y a de nouvelles demandes. Nous devons également veiller à ce que la décision intervienne le plus rapidement possible. Enfin, nous devons éviter de faire augmenter l'arriéré.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3517 de M. Ducarme est reportée.

La réunion publique est levée à 17 h 06.

De behandeling van de vragen vangt aan om 16.28 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 **Vraag van de heer Denis Ducarme aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en**

asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de spreiding van de gezinsherenigingen" (nr. 2748)

01.01 Denis Ducarme (MR): In de krant *Le Soir* van 20 januari stond te lezen dat er jaarlijks 10.000 gezinsherenigingen plaatsvinden. Vorige week maakte het tijdschrift *Le Vif/L'Express* dan weer gewag van 41.336 gezinsherenigingen in 2010.

Kan de staatssecretaris die cijfers verduidelijken? Als ik me niet vergis, werd er in de cijfers van de Dienst Vreemdelingenzaken die aan de krant *Le Soir* werden meegedeeld, geen rekening gehouden met de gezinsherenigingen na het verkrijgen van een toeristenvisum of in het kader van een huwelijk tussen een illegaal en een Belg of een Europees staatsburger.

Zal dit cijfer nog veranderen?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): De cijfers die aan *Le Vif* werden meegedeeld, zijn correct. Zij omvatten alle personen die in het kader van een gezinshereniging in België mogen verblijven, ongeacht of de aanvraag in België dan wel in het buitenland werd ingediend. Dat verklaart misschien het verschil.

Wij beschikken pas over alle statistieken inzake de gezinsherenigingen sinds 2009. Men kan dan ook stellen dat er sindsdien meer transparantie is.

Mijn administratie zal de nodige maatregelen treffen om statistieken bij te houden met betrekking tot de beslissingen tot afwijzing van een aanvraag.

01.03 Denis Ducarme (MR): Het zou nuttig zijn om over die gegevens te beschikken voor de gezinshereniging wordt besproken. Ik zal mijn vraag over de bilaterale overeenkomsten die gezinshereniging mogelijk maken op andere gronden, later stellen, aangezien u vandaag niet veel tijd heeft.

01.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): In 2009 waren er 84 bilaterale overeenkomsten, in 2010 113.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Filip De Man aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3081)
- de heer Filip De Man aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3092)
- de heer Guy D'haeseleer aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3094)
- de heer Bert Schoofs aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3095)

02.01 Filip De Man (VB): Wij hebben een hele reeks vragen aan verschillende regeringsleden om te vernemen welke problemen zij, ten gevolge van de toestand van lopende zaken, hebben bij het nemen van koninklijke en ministeriële besluiten en hoeveel beslissingen ze niet kunnen nemen.

02.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De regering belast met de lopende zaken is een grondwettelijke gewoonte die de bevoegdheid van de regering beperkt. Rechtsleer en rechtspraak hebben een aantal criteria beschreven en die zijn ook opgenomen in de rondzendbrieven.

Zaken van dagelijks beheer kunnen steeds worden afgehandeld. Maatregelen die het dagelijks beheer overschrijden kunnen worden genomen als ze geen nieuwe initiatieven van de regering vereisen. Ook

dringende zaken die geen uitstel dulden, kunnen worden afgehandeld.

Binnen dat kader moet de regering elke maatregel afwegen. Alleen uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan worden uitgevaardigd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen die met deze vraag waren samengevoegd, vervallen. Vraag nr. 2907 van mevrouw Colen vervalt omdat ze al twee keer werd uitgesteld.

02.03 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): De laatste keer dat ik gevraagd heb deze jurisprudentie toe te passen, op een vraag van de heer Ducarme, mocht de vraag wel gesteld worden.

De **voorzitter**: Ik heb altijd dezelfde lijn gevolgd. Als een vraag twee keer wordt uitgesteld wegens afwezigheid zonder excuus, wordt ze afgevoerd.

03 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de verwachte toestroom van asielzoekers uit het Midden-Oosten" (nr. 3132)**

03.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Er is oorlog in Libië en het rommelt in Tunesië en Egypte. Er zijn al 30.000 mensen uit Libië naar Egypte en Tunesië gevlucht en anderhalf miljoen buitenlanders zou het land kunnen ontvluchten. Verscheidene Europese ministers van Binnenlandse Zaken hebben al overleg gepleegd over hoe ze op deze humanitaire ramp moeten reageren.

Inmiddels zijn ongeveer 5.000 Tunesiërs gestrand op Lampedusa. Hoewel de instroom wat daalt, moet Europa waakzaam blijven. Regeringscommissaris Peter De Roo is van mening dat het een kwestie van dagen of weken is voor de oorlogsvluchtelingen in ons land zullen komen aankloppen.

Als er vanuit die landen een opstoot van asielaanvragen komt, kan de werking van de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal en de RVV dan niet opnieuw in het gedrang komen? Bereidt de minister zich op zo een grote toestroom voor? Blijft een behandelingstermijn van zes tot acht maanden ook dan het streefdoel? Wanneer zullen we dat doel bereiken? Wordt er opnieuw een versnelde behandeling gegeven aan bepaalde nationaliteiten? Zal de staatssecretaris de Dublin-richtlijn naleven voor alle vluchtelingen uit die regio?

03.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Dit is een periode van omwentelingen in de Arabische wereld. Het migratiefenomeen moet in dat perspectief worden geplaatst.

De uitstroom van migranten uit Noord-Afrika naar de Europese Unie is vooralsnog beperkt gebleven. Na de door Italië sterk gemediatiseerde aankomst van 5.000 Tunesische migranten op het Italiaanse eiland Lampedusa is elders in Europa nog geen significante toename genoteerd van migranten uit de Noord-Afrikaanse regio. De meerderheid van de vluchtelingen uit Tunesië heeft trouwens geen asiel aangevraagd.

Op dit ogenblik zien we vooral een massale migratie van personen uit Libië naar de buurlanden Egypte en Tunesië. Volgens de eerste gegevens betreft het vooral gastarbeiders die de onveilige situatie in Libië ontvluchten en trachten terug te keren naar hun respectieve thuisland.

We mogen dus geen overhaaste beslissingen nemen op basis van ongefundeerde stukken uit de media. Uiteraard volgen we de situatie op de voet om zo nodig accuraat te kunnen reageren.

Indien er zich een massale instroom in Europa vanuit de Noord-Afrikaanse regio zou voordoen, dan is het een optie om voor de opvang het Europese mechanisme van de tijdelijke beschermingsrichtlijn in gang te zetten. Dit kan alleen op initiatief van de Europese Commissie na een beslissing van de Raad. Tot dan gelden voor onderdanen uit derde landen zoals Somalië en Eritrea die eerder in Libië verbleven, dezelfde voorwaarden als voor andere asielzoekers. Voor deze mensen geldt ook de normale terugkeerregeling.

Migranten uit landen waaruit een hoge instroom is, krijgen van de asielinstanties een prioritaire behandeling.

Mocht dat nodig zijn, dan zal dat ook voor deze regio gebeuren. Via specifieke monitoring zal erop worden toegezien dat uitgeprocedeerde asielzoekers ook echt terugkeren.

In principe wordt de Dublin-verordening toegepast. Als echter de richtlijn uit 2001 wordt toegepast – met de minimumnormen voor het verlenen van tijdelijke bescherming aan ontheemden – moeten de inspanningen verdeeld worden. Ongeacht de Dublin-reglementering zullen de migranten dan verdeeld worden over de EU-lidstaten.

Ik wijs erop dat ik vorige week in de plenaire vergadering ook al heb geantwoord op deze vragen.

03.03 Sarah Smeyers (N-VA): In dat geval had mijn vraag opgenomen moeten worden bij de vragen die in de plenaire vergadering gesteld werden.

03.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Uw vraag had inderdaad gekoppeld moeten worden aan die van de heer Mayeur.

03.05 Sarah Smeyers (N-VA): Inhoudelijk nu. Ik hoop dat Europa en België adequaat zullen reageren op deze zorgwekkende situatie. De opvangplaatsen zitten vol. Mensen die uit die conflictlanden naar ons komen, zijn daadwerkelijke vluchtelingen. Zij moeten voorrang krijgen bij de opvangstructuren van ons asielsysteem.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de controle op de migratie van EU-burgers en de toegang van de dienst Vreemdelingenzaken tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid" (nr. 3193)

04.01 Karin Temmerman (sp.a): Misbruiken inzake migratie van EU-burgers zou men beter kunnen opsporen door een betere toegang tot en kruising van de gegevens uit de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. De staatssecretaris stelde tegen februari 2011 een uitgebreide toegang van de Dienst Vreemdelingenzaken tot de gegevens van de FOD Maatschappelijke Integratie in het vooruitzicht.

Tot welke gegevens uit de Kruispuntbank heeft DVZ nu reeds toegang? Tot welke gegevens uit de Kruispuntbank zou DVZ toegang moeten krijgen om optimaal het misbruik te kunnen opsporen? Vanaf wanneer zal DVZ die toegang hebben? Hoe en via welke instanties gaat DVZ momenteel na of de in ons land verblijvende EU-burgers voldoen aan de wettelijk opgelegde verblijfsvoorwaarden?

04.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Er is een duidelijk onderscheid tussen EU-onderdanen die voldoende bestaansmiddelen moeten aantonen voor het bekomen van hun verblijfsrecht, en de economisch actieve EU-onderdanen. Voor de eerste groep kan het verblijf worden ingetrokken bij een onredelijke belasting voor de Belgische sociale zekerheid, terwijl dit voor de tweede groep enkel mogelijk is wanneer zij niet meer voldoen aan de voorwaarden van hun statuut.

De DVZ heeft momenteel toegang tot de gegevens van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid inzake de OCMW-steun van EU-studenten via de POD Maatschappelijke Integratie en de registratie van de werknemers. Onlangs heeft de privacycommissie aan DVZ de juridische toestemming gegeven de gegevens over OCMW-steun te consulteren voor alle EU-onderdanen die voldoende bestaansmiddelen moeten aantonen, alsook om de gegevens uit het Algemeen Repertorium van Zelfstandige Arbeiders te raadplegen.

Voor de praktische uitvoering van deze consultaties moet DVZ een beroep doen op de ICT van Binnenlandse Zaken. Ik heb bekomen dat deze projecten prioritair zullen worden uitgevoerd.

Daarnaast heeft DVZ aan de privacycommissie toestemming gevraagd om de gegevens over OCMW-steun te mogen consulteren voor EU-werkzoekenden, EU-werknemers en EU-zelfstandigen. Wij wachten op het antwoord.

DVZ kan nu de gegevens over OCMW-steun voor EU-studenten en de registratie van werknemers in de

databanken van Dimona consulteren. Wegens het grote aantal EU-burgers dat naar België komt, kan DVZ echter niet systematisch alle aanvragen controleren. De Europese regels laten dit trouwens enkel toe bij redelijke twijfel.

Wanneer de praktische toegang tot de Kruispuntbank op punt staat, zal DVZ een efficiënte controle kunnen uitoefenen.

Een gemeente beschikt zelf over een grote bevoegdheid inzake verblijfsaanvragen. Het is belangrijk dat zij de voorgelegde documenten vooraf grondig controleert en hiervoor zo nodig een beroep doet op DVZ of op de sociale inspectiediensten.

De OCMW's zijn niet verplicht zomaar OCMW-steun toe te kennen aan EU-onderdanen. Zij kunnen nakijken of de betrokkenen wel behoeftig en werkbereid zijn.

Ik heb een brief gestuurd aan staatssecretaris Courard over de situatie van deze EU-onderdanen. Binnenkort zal ik van hem zeker een antwoord krijgen over de eerste drie maanden verblijf van EU-onderdanen.

04.03 Karin Temmerman (sp.a): Wanneer zal de toegang volledig zijn? Klopt het dat, als de steden en gemeenten nu zaken doorsturen naar DVZ, zij die ook kunnen nagaan en eventueel de verblijfsvergunning kunnen intrekken?

04.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ja, dat is zo.

04.05 Karin Temmerman (sp.a): Als de steden die zaken aanvragen, zal DVZ daaraan dan gevolg geven?

04.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Natuurlijk.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de controleactie van de spoorwegpolitie" (nr. 3352)

05.01 Theo Francken (N-VA): Tijdens een grootschalige controleactie van de spoorwegpolitie werden zeventien illegalen aangetroffen.

Welke nationaliteit hadden zij? Op welke lijn werden ze opgepakt? Nam DVZ ook deel aan de actie? Werden deze illegalen opgesloten in een gesloten centrum? Zijn er al arrestanten verwijderd? Worden er dit jaar nog dergelijke acties gepland?

05.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De vreemdelingen zonder wettig verblijf hadden de Syrische, Braziliaanse, Afghaanse, Nigeriaanse, Kameroense, Egyptische, Algerijnse, Chinese, Guinese, Togolese, Ghanese en Marokkaanse identiteit. Zij werden aangetroffen op de lijn Brussel-Antwerpen in beide richtingen.

Vijftien vreemdelingen werden administratief aangehouden, van wie er zeven werden opgesloten. Zes personen kregen het bevel het grondgebied te verlaten en twee mensen mochten beschikken. Vijf mensen werden opgesloten in het centrum te Brugge en twee in het repatriëringscentrum 127bis. Er werden al drie repatriëringen uitgevoerd. De DVZ nam ook deel aan de actie. Er worden dit jaar nog acties gepland.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3357 van mevrouw Galant is omgezet in een schriftelijke vraag.

06 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de brochure 'Asiel in België' van het CGVS en Fedasil" (nr. 3404)

06.01 **Jacqueline Galant** (MR): Fedasil en het CGVS hebben gezamenlijk een brochure uitgegeven voor kandidaat-asielzoekers in België. België is het enige Europese land dat de opvangmogelijkheden en -voorwaarden onder de aandacht brengt van asielzoekers.

Werd u ingelicht over dat gezamenlijke initiatief van Fedasil en het CGVS?

Geeft men met die brochure geen verkeerd signaal af? Onze opvangvoorzieningen zitten immers al overvol.

06.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (Frans): Op 10 maart jongstleden presenteerden het CGVS en Fedasil officieel een dvd en een informatiebrochure voor asielzoekers. Mijn voorganger, minister Turtelboom, had dat project in april 2009 op de rails gezet. Het CGVS is een onafhankelijk orgaan.

De brochure en de dvd zijn niet als promotiemateriaal bedoeld, maar als een middel om correcte en objectieve informatie te verstrekken.

Ik zal de aspecten met betrekking tot asiel toelichten. De heer Courard zal uw vragen in verband met de opvang beantwoorden.

De dvd wordt aan nieuwe asielzoekers getoond bij hun aankomst in een collectieve opvangvoorziening. Vervolgens krijgen ze de brochure, die ook geraadpleegd kan worden via de website van het CGVS en van Fedasil. In de brochure wordt niet alleen uiteengezet welke rechten ze tijdens de asielprocedure hebben, maar ook welke plichten. Overeenkomstig richtlijn 2005/85/EG van 1 december 2005 moeten de lidstaten erop toezien dat de asielzoekers worden ingelicht over de te volgen procedure en over hun rechten en verplichtingen alsmede over de gevolgen die kunnen ontstaan bij niet-naleving ervan.

We blijven de evolutie van het aantal asielaanvragen op de voet volgen.

06.03 **Jacqueline Galant** (MR): Ik begrijp wel dat een en ander uit 2009 dateert, maar de situatie verbetert er niet op.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Rachid Madrane aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de aanpak door het CGVS van de instroom van migranten" (nr. 3478)**

De **voorzitter**: Mevrouw Jacqueline Galant stelt haar vraag nr. 3403 uit.

07.01 **Rachid Madrane** (PS): De toenemende immigratie vloeit voort uit de internationale geopolitieke situatie.

Volgens het CGVS is een achterstand van 5.000 dossiers normaal. Eind 2010 was het aantal achterstallige dossiers opgelopen tot 10.560, en in februari 2011 tot 11.826. De situatie verslechtert dus, terwijl er elke maand ongeveer 2.000 nieuwe dossiers binnenkomen.

Wat zal u ondernemen om die achterstand weg te werken, nu u nieuwe middelen heeft gekregen? In november 2010 deed het CGVS er naar schatting gemiddeld 15 tot 16 maanden over om een dossier te behandelen, over de hele procedure. Is dat nog altijd zo?

07.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (Frans): Wegens de internationale geopolitieke situatie is het aantal asielaanvragen in België en in de rest van Europa hoog.

Het aantal aanvragen per dossierbehandelaar werd opgetrokken. Er werd extra personeel in dienst genomen. Bepaalde aanvragen worden bij voorrang behandeld. Het aantal door het CGVS genomen beslissingen nam al aanmerkelijk toe en zal nog toenemen zodra het in januari en februari in dienst genomen personeel operationeel wordt. Op die manier zullen we tot 1.400 beslissingen per maand komen.

Het klopt dat, indien het aantal asielzoekers hoog blijft, we er niet in zullen slagen om de achterstand binnen de vooropgestelde termijnen weg te werken. Er wordt werk gemaakt van geïntegreerde acties met de bedoeling de migratiestromen te beïnvloeden (preventiecampagnes, prioritaire behandeling van aanvragen

van asielzoekers met een bepaalde nationaliteit, effectief terugkeerbeleid).

Het is niet uitgesloten dat we bijkomende middelen vragen indien het aantal aanvragen zo hoog blijft.

Niet alle dossiers worden door het CGVS behandeld! Dat cijfer van 2.000 dossiers moet dan ook genuanceerd worden.

Er worden 1.400 dossiers of beslissingen per maand afgehandeld, zodat we momenteel niet verder achterop raken, maar de achterstand raakt ook niet weggewerkt. Men mag ook niet kort door de bocht gaan. Elke asielzoeker heeft recht op opvang.

En ja, zeker, de personen wier asielaanvraag behandeld wordt, worden door Fedasil opgevangen.

Het aantal asielzoekers in de opvangvoorzieningen stijgt niet. De uitstroom is even groot als de instroom. De echte bottleneck zou schuilen in een verlenging van de gemiddelde termijn voor de behandeling van de asielaanvragen. We moeten ervoor zorgen dat we evenveel beslissingen nemen als er nieuwe aanvragen binnenkomen. We moeten er ook voor zorgen dat de beslissing zo snel mogelijk volgt. Last but not least moeten we voorkomen dat de achterstand aangroeit.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3517 van de heer Ducarme wordt uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.06 uur.